



UNION EUROPÉENNE



**RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR**



FICHE OPÉRATION CRP INTERFONDS FEDER – FSE

Fonds :	Fonds européen de développement régional
N° opération :	PA0005305
Bénéficiaire :	50028663800027 ACCEO
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale	
N° SIRET :	50028663800027
Raison sociale :	ACCEO
Adresse :	13420 GEMENOS



RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme Opérationnel FEDER-FSE Provence Alpes Côte d'Azur 2014-2020
Codification :	AP02 - Axe prioritaire : Développer l'économie et les services numériques / OT02 - Objectif thématique : Améliorer l'accès aux technologies de l'information et de la communication, leur utilisation et leur qualité / PI02c - Priorité d'investissement : Renforcer les applications TIC dans les domaines de l'administration en ligne, de l'apprentissage en ligne, de l'intégration par les technologies de l'information, de la culture en ligne et de la santé en ligne (télésanté) / AP02-OT02-PI02c-OS2c - Objectif spécifique : Développer les services numériques au service des territoires et des citoyens

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	PI 2c - 2016 - GAIA
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Région PACA
Zone(s) :	
Type	Libellé
Région INSEE	Provence-Alpes-Côte d'Azur

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/04/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-FEDER-PI2c : Développer les services numériques au serv./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CRP Interfonds en consultation écrite du 29 septembre 2017	Décisionnel	Dématérialisé	29/09/2017	Accepté
CRP Interfonds en consultation écrite du 12 octobre 2020	Décisionnel	Dématérialisé	12/10/2020	

Description de l'opération
<p>Projet GAIA : Solution permettant de suivre en temps réel les consommations énergétiques et les usages d'un bâtiment existant permettant de garantir les économies d'énergie lors de travaux de rénovation énergétique.</p> <p>Dans un contexte d'épuisement des ressources énergétiques et de forte croissance des émissions de gaz à effet de serre, l'Union Européenne, à la tête de l'action mondiale de lutte contre le changement climatique, s'est fixée l'objectif (paquet "Energie-Climat") de réduire de 27% la consommation d'énergie et de 40% les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030.</p> <p>Le secteur du bâtiment est fortement consommateur d'énergie et le parc immobilier existant contribue largement à cette dépense énergétique.</p> <p>Si les bâtiments neufs doivent respecter la réglementation thermique RT2012 leur permettant d'avoir de hautes</p>



performances énergétiques, les bâtiments existants présentent souvent une mauvaise performance environnementale et énergétique. La rénovation énergétique des bâtiments résidentiels construits avant 1975, qui représentent 56% du parc de logements en France (ADEME), est aujourd'hui un enjeu sociétal.

La région Provence-Alpes-Côte d'Azur est la troisième région la plus peuplée de France. Elle compte environ 5 millions d'habitants et a une démographie plus dynamique que la moyenne nationale.

Malgré son dynamisme démographique, Provence-Alpes-Côte d'Azur reste très éloignée des objectifs européens en termes d'emplois.

Le Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Énergie, ou SRCAE, adopté en juillet 2013 en région PACA, a fixé, en adéquation avec les objectifs nationaux et les dynamiques locales, la feuille de route régionale de la transition énergétique, en donnant à la région des objectifs ambitieux en matière de lutte contre le changement climatique, de maîtrise de la demande en énergie, de développement des énergies renouvelables et d'amélioration de la qualité de l'air.

La déclinaison du Plan de Rénovation Énergétique de l'Habitat en PACA contribue à l'atteinte des objectifs de ces plans stratégiques, en visant à l'atteinte d'objectifs énergétiques qui contribuent également à la qualité des logements. Le projet GAIA répond donc parfaitement aux enjeux spécifiques de la région PACA.

Concernant les logements collectifs (immeubles en copropriétés et immeubles de bailleur sociaux), ils sont au nombre de 153 000 en Région PACA (Source INSEE & DREAL).

Les principaux freins à la rénovation énergétique des bâtiments résidentiels ne sont ni techniques (les matériaux, équipements sont aujourd'hui éprouvés), ni financiers (Aides et subventions importantes, prêts bancaires adaptés pour lisser les investissements,...), le principal obstacle à la réalisation de travaux de rénovation énergétique réside dans l'impossibilité des professionnels du bâtiment à garantir la performance énergétique intrinsèque de l'immeuble après travaux.

Les compagnies d'assurance refusent aujourd'hui d'assurer ces professionnels, car l'incertitude provenant des usages des occupants (ouvertures des fenêtres et température de consigne en logement) dans les bâtiments ont un impact certain sur les futures consommations. Cela rend donc impossible l'évaluation du risque, car les paramètres pour définir ce risque sont aléatoires.

Or, les Maîtres d'Ouvrage veulent être certains qu'ils réaliseront des économies sur leurs consommations énergétiques s'ils entreprennent des rénovations énergétiques.

Ceci est d'autant plus important lorsque ces travaux sont financés via un prêt bancaire et que les économies attendues doivent participer en tout ou partie au remboursement de l'emprunt. Les professionnels du bâtiment doivent passer d'une obligation de moyens à une obligation de résultats via une garantie de résultats énergétiques (GRE). Et cela sera possible qu'à partir du moment où les professionnels pourront contracter une assurance auprès de compagnies.

Toutefois de nombreuses études justifient les réticences des assureurs et montrent que les gains énergétiques estimés avant travaux ne se retrouvent pas lors de mesures réelles faisant suite à des travaux de rénovation. Une partie des écarts constatés peuvent être expliquée par de nombreux facteurs à prendre en compte lors du calcul des pertes énergétiques en amont des travaux.

Les risques d'écarts de consommations énergétiques peuvent provenir de la mise en œuvre des travaux, de la performance des équipements, de la maintenance, de l'exploitation et des usages.

- Le développement d'une solution permettant de garantir et de vérifier les gains énergétiques pendant et après la réalisation de travaux est requis par le secteur de la rénovation énergétique des bâtiments.

Objectifs recherchés :

L'objectif de cette solution est double :

- Cette solution doit permettre une sensibilisation des usagers d'immeubles collectifs en leur offrant un suivi en temps réel des consommations énergétiques et de l'impact de leurs usages sur ces consommations ;
- Cette solution doit permettre le « passage à l'acte » pour la réalisation de travaux de rénovation énergétique sur des bâtiments grâce à l'assurance d'obtenir des gains énergétiques prédis avant travaux.

Résultats escomptés (cible visée)

Les copropriétés et dans une moindre mesure les bailleurs sociaux en région PACA ne souhaitent pas investir dans la rénovation énergétique car aucun acteur ne leur garantit les économies énergétiques et financières associées à leur



investissement. Les études énergétiques montrent pourtant la forte rentabilité de certains plans de travaux.

La mise en place de GAIA permettra aux entreprises de travaux, exploitant et au bureau d'études de s'engager sur les économies d'énergie sur toute la durée de l'emprunt.

Pour cette copropriété, la solution GAIA sera proposée pour un coût annuel de 1 800.00 € HT /an pendant la durée du prêt ayant permis de financer les travaux énergétiques.

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution

Début : 04/09/2017

Fin : 30/11/2019

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense

Type d'assujettissement

HT

Type d'échéancier

Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense

Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de personnel salaires et charges	Direct	Fonctionnement	649 130,00 €
Dépenses de prestations externes de service Abonnement SigFox pour récupérer les données des capteurs	Direct	Fonctionnement	31 762,00 €
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel Equipements, matériels	Direct	Investissement	84 700,00 €
Total :			765 592,00 €

Ressources

Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?

Oui

Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?

Oui



Détails des ressources								
Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		SA.40391 / Régime cadre exempté d'aides à la RDI	50,00	382 796,00	226 867,32	112 028,52	29,63
Total co-financier				50,00	382 796,00	226 867,32	112 028,52	29,63
Bénéficiaire				50,00	382 796,00			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	765 592,00	226 867,32	112 028,52	29,63



INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - PACA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	---	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

L'opération consiste en une solution de suivi en temps réel des consommations d'énergie et des usages d'un bâtiment existant afin de garantir les économies d'énergie lors de travaux de rénovation énergétique et de sensibiliser les occupants.

Par courriel du 21 juillet 2020, le bénéficiaire a informé le service instructeur du retard pris par le projet :

- Certains collaborateurs dédiés au Projet GAIA ont quitté l'entreprise et le bénéficiaire a dû former de nouvelles personnes pour qu'elles puissent continuer les tâches prévues,
- L'analyse des résultats de mesures sur le site La Benausse a pris plus de temps que prévu en raison du volume conséquent de données à traiter. Le bénéficiaire a dû importer dans Pandora toutes ces données dans un second temps pour appliquer les formules de calculs pour analyser en automatique les temps d'ouverture des fenêtres par les occupants,
- A partir des données réelles mesurées, le bénéficiaire s'est rendu compte que les formules de traitement des données "théoriques" (rapport 1) devaient être ajustées en fonction de ce retour d'expérience (rapport 5 du 15/10/2019),
- Une fois les formules ajustées et précisées pour permettre une analyse automatique sur tout bâtiment, le bénéficiaire a dû les coder dans UPSILONE et la plateforme Pandora.

La solution est désormais fonctionnelle, mais le travail a été conséquent et a demandé un peu plus de temps au bénéficiaire en raison de ces imprévus.

Par conséquent, afin de prendre en compte ce retard, le bénéficiaire souhaite prolonger la période d'exécution physique au 30 novembre 2019. De fait, cela reporte la période d'éligibilité des dépenses au 29 février 2020.